

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 MARS 1910.

Proposition de loi relative aux créances des marchands et artisans.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Le 18 décembre 1906, messieurs Henderickx et consorts ont déposé une proposition de loi ayant pour objet de prolonger, dans une mesure plus ou moins considérable, suivant la nature des créances, le délai de la prescription pour les actions visées par les articles 2271 et 2272 du Code civil.

Cette proposition a été soumise à l'examen de la section centrale, au nom de laquelle M. Wauvermans a déposé rapport sous la date du 15 mars 1907.

La section centrale a amendé la proposition originaire de M. Henderickx : elle en a restreint l'application au seul article 2272 § 3 du Code civil, visant l'action des marchands pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands, et a porté le délai de prescription à un an, à partir de l'expiration de l'année civile dans le cours de laquelle la fourniture a eu lieu, au lieu de cinq ans, proposé par M. Henderickx.

Les auteurs de ces propositions diverses ont eu pour objectif de parer aux néfastes conséquences du crédit forcé, qui constitue la plaie du commerce. Mais les mesures qu'ils préconisent pour y porter remède sont incomplètes et présentent un danger grave : en fait, au lieu d'attaquer de front la déplorable habitude du paiement différé, elles ont plutôt pour conséquence de la consacrer. En effet, donner plus de temps au créancier pour agir, c'est étendre, dans bien des cas, le délai de libération pour le débiteur. En fait, les commerçants sont souvent obligés, par les nécessités d'une concurrence de plus en plus âpre, à n'user de moyens de contrainte qu'au moment où ils sont dans la nécessité absolue d'agir pour assurer la bonne fin de leur créance. Jusqu'à cette limite extrême ils ménagent des clients, que des mesures de rigueur risquent de leur aliéner définitivement. Et ainsi, en prolongeant le délai de prescription, on étendra dans bien des cas le délai du paiement. On

peut se demander si, dans l'ensemble, semblable mesure ne serait pas plutôt nuisible aux commerçants.

Aussi ces propositions appelaient-elles comme correctif une disposition dont l'effet doit être, soit d'inciter le débiteur à se libérer pour échapper à une aggravation de charges, soit à réparer en toute équité les conséquences pour le créancier de l'inertie ou du mauvais vouloir de ses acheteurs.

Ce but serait atteint si les créanciers des marchands portaient intérêt de plein droit un certain temps après livraison, ainsi que l'idée en a été émise par l'honorable M. Beernaert, dans une conférence faite à la « Ligue du paiement comptant », et reprise dans un vœu de la 3^e section de la Commission nationale de la petite bourgeoisie.

Telle était la raison d'être de l'amendement que nous avons eu l'honneur de déposer au projet de M. Henderickx, sous la date du 27 novembre 1908.

En réalité, cet amendement ne se rattache que de façon indirecte au projet de M. Henderickx. On pourrait peut-être en discuter la recevabilité, et c'est pour ce motif qu'il nous a paru opportun d'en faire l'objet d'une proposition de loi distincte, dont l'examen pourra être rattaché à celui de la proposition de M. Henderickx, et du projet de loi déposé sous la date du 25 Juin 1909 par MM. Masson et consorts.

D'après ce dernier projet, qui s'inspire de la loi récente votée par le Parlement du Grand-Duché de Luxembourg, les créances des marchands seront exigibles dans le mois de la fourniture constatée par la facture. A défaut de paiement à l'échéance ainsi déterminée, la somme due sera productive de plein droit d'un intérêt de 1 1/2 p. c. par trimestre, à condition que le créancier manifeste expressément, par une mention portée sur les factures, qu'il entend se prévaloir de cette disposition légale.

La loi grand-ducale, nous paraît présenter certains inconvénients pratiques.

Tout d'abord la stipulation d'intérêt n'agit pas de plein droit. Il faut que le créancier manifeste formellement l'intention de bénéficier des dispositions légales.

Il est certain que les négociants qui agiront de cette façon se mettront, au point de vue de la concurrence, dans une situation évidente d'infériorité.

Il en est d'autant plus ainsi que le taux de l'intérêt légalement fixé est très élevé et constitue une astreinte plutôt qu'un intérêt moratoire.

Il est à craindre que la loi grand-ducale ne demeure en réalité inopérante; et si ce résultat ne se produit pas nécessairement dans un petit pays comme le Grand-Duché, il serait fatal dans les grandes villes, où la concurrence est plus étendue.

Pour ces divers motifs, il nous paraît nécessaire d'édicter que les créances des marchands porteront intérêt de plein droit, *par l'effet seul de la loi*, sans que le créancier doive déclarer qu'il entend en bénéficier, — et que le taux de cet intérêt sera celui de l'intérêt normal.

De cette façon les débiteurs n'échapperont au paiement légitime de l'intérêt que s'ils prennent la précaution de s'en faire exonérer. L'exonération des intérêts sera donc le régime d'exception, tandis que, d'après la loi grand-

ducale, c'est la stipulation d'intérêts qui déroge au droit commun. Il est aisé d'imaginer lequel de ces deux régimes doit être le plus profitable aux commerçants.

Pour que cette mesure nouvelle entraîne de façon plus certaine le résultat recherché, c'est-à-dire l'habitude du paiement comptant, nous admettons, à la suite d'observations faites, qu'il est opportun que l'intérêt soit dû de plein droit peu de temps après la fourniture.

Le fait de la fourniture, sa date et ses conditions s'établiront suivant le droit commun, et il peut paraître inutile et dangereux d'édicter à cet égard des dispositions nouvelles, comme le fait la loi grand-ducale.

Sous le régime actuel, le marchand et l'artisan sont tenus de faire la preuve de leur créance, dans les formes ordinaires du Code civil. Le fait que cette créance sera désormais productive d'intérêts ne légitimerait pas l'adoption de nouveaux modes de preuve, dérogatoires au droit commun : l'accessoire suit le principal.

L. DU BUS DE WARNAFFE.

PROPOSITION DE LOI

relative aux créances des marchands
et artisans.

ARTICLE UNIQUE.

Les créances des marchands et artisans pour fournitures au détail de marchandises ou pour exécution de travaux produiront intérêt légal, de plein droit, six mois après la date de la livraison des marchandises ou de l'achèvement des travaux.

WETSVOORSTEL

betreffende de schuldvorderingen waar-
op de koop- en ambachtslieden recht
hebben.

EENIG ARTIKEL.

De schuldvorderingen, die de koop- en ambachtslieden hebben voor het leveren in 't klein van waren of voor het uitvoeren van werken, geven van rechtswege den wettelijken interest, zes maanden na den dag waarop de waren geleverd of de werken voltooid werden.

L. DU BUS DE WARNAFFE,
GILLÈS DE PÉLICHY,
HARMIGNIE,
STANDAERT,
VERSTEYLEN.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 MAART 1910.

Wetsvoorstel betreffende schuldvorderingen welke koop- en ambachtslieden
tegoed hebben.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Op 18 December 1906 werd door de heeren Henderickx en medeleden een wetsvoorstel ingediend, hebbende ten doel, min of meer te verlengen, volgens deze aard der schuldvorderingen, den verjaringstermijn voor de gedingen bedoeld bij de artikelen 2271 en 2272 van het Burgerlijk Wetboek.

Dit voorstel kwam in onderzoek bij de Middenafdeeling, namens welke de heer Wanwermans verslag uitbracht op 15 Maart 1907.

De Middenafdeeling wijzigde het oorspronkelijk voorstel van den heer Henderickx : zij beperkte de toepassing enkel tot artikel 2272, lid 3, van het Burgerlijk Wetboek, bedoelende het geding der kooplieden voor de koopwaren, die zij verkoopen aan particulieren niet-kooplieden, en zij stelde den verjaringstermijn op één jaar, te rekenen van het afloopen van het burgerlijk jaar warin de levering geschiedde, in stede van vijf jaar, zooals de heer Henderickx voorstelde.

De onderteekenaren van deze verschillende voorstellen beoogden de noodlottige gevolgen van het gedwongen krediet, die plaag van den handel, tegen te gaan. Doch de maatregelen, welke zij voorstaan om daarin verbetering te brengen, zijn onvolledigen bieden een ernstig gevaar aan : werkelijk, in stede van openlijk te bestrijden de noodlottige gewoonte van de uitgestelde betaling, hebben zij veelmeer ten gevolge die te bekrachtigen. Inderdaad, zoo men den schuldeischer meer tijd laat tot handelen, verlengt men, in vele gevallen, den betalingstermijn voor den schuldenaar. De kooplieden zijn inderdaad dikwijls verplicht, door de eischen van eene steeds meer uitgebreide mededinging, dwangmiddelen slechts te gebruiken, wanneer het voor hen volstrekt noodzakelijk is te handelen ten einde de betaling van hunne schuldvordering te verzekeren. Tot die uiterste grens ontzien zij hunne klanten, die strenge maatregelen hun voorgoed zouden doen ver-

liezen. En aldus zou, in vele gevallen, de verlenging van den verjarings-termijn tot gevolg hebben den betalingstermijn te verschuiven. Men kan zich afvragen of, over 't algemeen, zoodanige maatregel niet eernadeelig zou zijn voor de kooplieden.

Ook vergden deze voorstellen, als verbetering, eene bepaling waarvan de uitwerking zijn moet ofwel den schuldenaar aan te zetten tot betaling, om eene verzwaring van lasten te vermijden, ofwel in alle billijkheid te herstellen de gevolgen welke, voor den schuldeischer, de nalatigheid of kwade wil van zijne koopers kan hebben.

Dit doel zou worden bereikt, indien de schuldvorderingen, welke de kooplieden hebben, van rechtswege interest gaven eenigen tijd na de levering, zooals het denkbeeld werd geopperd door den achtbaren heer Beer-naert in eene voordracht gehouden bij den « Bond der kontante betaling », denkbeeld overgenomen in een wensch van de 3^e afdeeling der Nationale Commissie voor den Middenstand.

Daardoor ontstond het amendement dat wij de heer hadden den 27ⁿ November 1908 in te dienen op het ontwerp van den heer Henderickx.

Dit amendement behoort slechts onrechtstreeks bij het ontwerp van den heer Henderickx. Men zou wellicht zijne ontvankelijkheid kunnen betwisten, en daarom kwam het ons gepast voor, het aan te bieden als een afzonderlijk wetsvoorstel waarvan het onderzoek zou kunnen samengaan met dat van het wetsvoorstel des heeren Henderickx en van het wetsvoorstel des heeren Masson en medeleden, ingediend op 25 Juni 1909.

Volgens dit laatste voorstel, ingegeven door eene onlangs in het Groot-hertogdom Luxemburg gestemde wet, zijn de schuldvorderingen, waarop de kooplieden recht hebben, eischbaar binnen eene maand na de levering, blijkende uit de rekening. Bij niet-betaling op den aldus gestelden vervalldag, geeft de verschuldigde som van rechtswege een interest van 1 1/2 t. h. per drie maanden, op voorwaarde dat de schuldeischer uitdrukkelijk op zijne factuur vermeldt, dat hij van deze wetsbepaling gebruik denkt te maken.

Deze wet van het Groothertogdom schijnt ons niet vrij van practische bezwaren.

Vooreerst werkt het beding van interest niet van rechtswege. De schuldeischer moet uitdrukkelijk zijn inzicht te kennen geven, gebruik te maken van de bepalingen der wet.

Zeker is het dat de kooplieden, die aldus handelen, klaarblijkelijk er zullen bij verliezen, met het oog op de mededinging, te meer daar het bedrag van den wettelijk bepaalden interest zeer hoog is en meer een dwang is dan een interest wegens vertraagde betaling.

Het is te vreezen, dat de wet van het Groothertogdom zonder uitwerking zal blijven; en indien deze uitslag zich niet noodzakelijk voordoet in een klein land als het Groothertogdom, zou hij noodlottig zijn in de groote steden, waar de mededinging grooter is.

Om deze verschillende redenen, achten wij het noodig te bepalen dat de schuldvorderingen, waarop kooplieden recht hebben, interest zullen geven van rechtswege « enkel krachtens de wet », zonder dat de schuldeischer

moet verklaren dat hij er gebruik van denkt te maken, — en dat het bedrag van dezen interest de normale interest zal zijn.

Derwijze ontsnappen de schuldenaars slechts dan aan de billijke betaling van interest, wanneer zij de voorzorg nemen zich daarvan vrij te maken. Vrijstelling van interest zal dus de uitzondering zijn, terwijl in de Luxemburgsche wet het beding van interest afwijkt van het gemeene recht.

Men kan zich licht voorstellen welk van beide stelsels het voordeeligst moet zijn voor de kooplieden.

Opdat deze nieuwe maatregel met meer zekerheid tot den gewenschten uitslag leide, dat wil zeggen tot de gewoonte van kontante betaling, nemen wij aan, na gedane opmerkingen, dat het nuttig is den interest van rechtswege te doen loopen korten tijd na de levering.

De daad van de levering, haar datum en voorwaarden worden vastgesteld volgens het gemeene recht; het ware wellicht nutteloos en gevaarlijk, daaromtrent nieuwe bepalingen in te voeren, zooals de Luxemburgsche wet doet.

Onder het huidige stelsel zijn kooplieden en ambachtslieden gehouden het bewijs te leveren van het bestaan van hunne schuldvordering, en wel op de gewone wijze, door het Burgerlijk Wetboek voorgeschreven. Dat deze schuldvordering voortaan interest zal geven, zou niet de aanneming wet-tigen van nieuwe bewijsmiddelen, afwijkende van het gemeene recht : de bijzaak volgt de hoofdzaak.

L. DU BUS DE WARNATTE.

PROPOSITION DE LOI

relative aux créances des marchands
et artisans.

ARTICLE UNIQUE.

Les créances des marchands et artisans pour fournitures au détail de marchandises ou pour exécution de travaux produiront intérêt légal, de plein droit, six mois après la date de la livraison des marchandises ou de l'achèvement des travaux.

WETSVOORSTEL

betreffende schuldvorderingen welke koop- en ambachtslieden tegoed hebben.

EENIG ARTIKEL.

Schuldvorderingen, welke koop- en ambachtslieden tegoed hebben voor het leveren in 't klein van waren of voor het uitvoeren van werken, geven van rechtswege den wettelijken interest, zes maanden na den dag waarop de waren geleverd of de werken voltooid werden.

L. DU BUS DE WARNAFFE,
GILLES DE PÉLICHY,
HARMIGNIE,
STANDAERT,
VERSTEYLEN.